



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 8 mai 2013
Numéro 332

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Début d'un compromis en Syrie
annoncé à Moscou*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La crainte d'une explosion
régionale a réhabilité l'accord de
Genève. Washington et Moscou
pour une prochaine conférence
internationale sur la Syrie*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Damas a été bombardé, où est la
riposte?*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Rencontre des pôles chrétiens
avant le 15 mais*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Washington-Moscou: conférence
internationale en mai pour mettre
en oeuvre l'accord de Genève*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*«Le scénario catastrophe ne peut
plus être écarté...»*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*A Maarab, la rencontre de la
dernière chance*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Kerry n'a pas réglé les divergences
et Poutine attend sa rencontre
avec Obama*

L'événement

Moscou et Washington calment le jeu, l'armée avance à Daraa

La Russie et les Etats-Unis se sont employés à réduire la tension provoquée par les raids israéliens en Syrie, qui ont failli plonger le Proche-Orient dans une guerre généralisée. Les deux pays ont convenu de mettre tout en œuvre pour lancer le dialogue entre les autorités et l'opposition syriennes. «Nos deux pays ont réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale de la Syrie dans le cadre de la mise en place de l'ensemble des dispositions énoncées dans le communiqué de Genève», a annoncé le chef de la diplomatie russe, Serguei Lavrov à l'issue de ses négociations avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry en visite à Moscou. M. Lavrov a précisé que les services spéciaux russes et américains coopéreront pour élucider les cas de recours aux armes chimiques en Syrie. Réuni le 30 juin 2012 à Genève, le Groupe d'action sur la Syrie, comprenant les ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu, de la Turquie et de pays de la Ligue arabe, a formulé les principes de règlement de la crise syrienne. Ces principes prévoient notamment la mise en place d'un gouvernement de transition réunissant toutes les parties en conflit, mais ne prévoit pas le départ préalable du président Bachar al-Assad, comme le réclame l'Occident et ses alliés turc et arabes.

John Kerry a pour sa part assuré au président Vladimir Poutine, qui l'a accueilli au Kremlin, que Washington partageait les approches de Moscou concernant le règlement en Syrie et la garantie de la sécurité dans la région. «Les Etats-Unis estiment que l'intérêt commun concernant la Syrie consiste dans la stabilité régionale, ainsi que dans l'absence de l'extrémisme et des problèmes susceptibles d'affecter l'ensemble de la région. Nos pays ont signé le Communiqué de Genève, partageant ainsi cette approche commune», a-t-il déclaré.

Le médiateur international Lakhdar Brahimi, qui pourrait démissionner de son poste, a qualifié de «premier pas très important» le fait que la Russie et les Etats-Unis se sont mis d'accord pour inciter le régime syrien et les rebelles à trouver une solution politique au conflit. «Il s'agit de la première information optimiste depuis très longtemps», a affirmé M. Brahimi, selon un communiqué de son bureau. «Les déclarations faites à Moscou constituent un premier pas en avant très important. Ce n'est néanmoins qu'un premier pas», a ajouté l'émissaire.

Sur le terrain, l'armée syrienne poursuit sa progression sur presque tous les fronts. Mardi, elle a sécurisé la route entre l'aéroport d'Alep et la ville même, ce qui lui permettra d'acheminer des renforts dans la grande métropole du Nord. Mercredi, les troupes régulières se sont emparées de Kharbat Ghazalé, une ville d'importance stratégique située dans la plaine du Hauran, et qui constitue un point de transit sur l'autoroute qui relie Damas à la Jordanie.

L'armée a avancé depuis le Nord et l'Ouest et des centaines de rebelles se sont retirés.

Kharbat Ghazalé est la ville natale du général Rostom Ghazalé, dernier chef des renseignements syriens au Liban avant le retrait des troupes de Damas, en 2005. Le général Ghazalé occupe aujourd'hui le poste de chef de la sécurité politique.

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Paula Astih, journaliste libanaise indépendante

Les dernières informations sur l'affaire de l'enlèvement de l'évêque syriaque orthodoxe d'Alep, Youhanna Ibrahim, et de l'évêque grec-orthodoxe de la même ville, Boulos Yazigi, indiquent que les deux prélats seraient aux mains d'un groupe appelé «les soldats du califat» dans la campagne d'Alep. Des sources de l'opposition syrienne indiquent que ce groupe est encore plus extrémiste qu'Al-Qaïda et ne relève pas de cette organisation. «Nous avons dépêché des émissaires en Syrie pour s'enquérir du sort des deux évêques et il est apparu qu'ils sont avec ce groupe qui n'a pas dévoilé le but de l'enlèvement ou les revendications pour les libérer», ajoutent les mêmes sources avant de poursuivre: «Il n'y a aucun canal de communication avec les ravisseurs en dépit des démarches entreprises dans plusieurs directions. La Coalition nationale syrienne et l'Armée syrienne libre déploient tous les efforts nécessaires pour que cette affaire aboutisse à un dénouement heureux car cet enlèvement a fait beaucoup de tort à la révolution.»

Le prédicateur salafiste libanais Omar Bakri a nié l'existence des «soldats du califat», appelant les chefs de ce supposé groupe à se faire connaître et à assumer leurs responsabilités.

Le 20 janvier dernier, un groupe appelé «la brigade des soldats du califat islamique» en Syrie s'est fait connaître dans une vidéo postée sur Youtube dans laquelle apparaît un dénommé Abou Ali al-Mouhajer, qui se présente comme le porte-parole, entouré de combattants masqués. Il a annoncé que l'objectif de ce groupe est de répandre le message de l'islam et d'édifier le califat en Syrie. La page facebook des «soldats du califat» compte 1234 amis. Un groupe portant le même nom avait revendiqué les attaques menées par Mohammad Merah à Toulouse, en France, qui ont fait sept morts, dont des militaires et des enfants devant une école juive. Les «soldats du califat» avaient également revendiqué des attaques au Kazakhstan et en Afghanistan. Ce groupe est considéré comme étant plus extrémiste que le Front al-Nosra qu'il qualifié d'ailleurs d'apostat. Selon des informations non confirmées, Il serait dirigé par un salafiste Koweïtien dénommé Abou Omar le Koweïtien, qui est venu en Syrie en provenance de Bosnie via Istanbul. Il se déplace entre Idleb, Alep et la Turquie. Ceci dit, d'autres sources affirment que les deux évêques ont été enlevés par une bande de brigands dirigé par Abdo Zamzam, qui n'a pas réalisé les conséquences de son acte et qui ne sait plus comment gérer cette grave affaire.

Al Joumhouria

Le président de la Chambre, M. Nabih Berry, a déclaré qu'il allait présider des séances parlementaires les 15, 16, 17 et 18 mai, «nuit et jour.» «S'il y a une entente autour d'une loi consensuelle, c'est tant mieux, sinon il y aura un recours au vote», a-t-il dit, précisant que s'il devait choisir entre la loi de 1960 et le projet orthodoxe, il voterait pour la deuxième option «car cette proposition est basée sur le mode de scrutin proportionnel».

M. Berry a indiqué que l'ancien président du Parlement, Elie Ferzli, l'a informé des résultats de sa réunion avec le chef des Forces libanaises, Samir Geagea. A son tour, il lui a transmis des propositions et des idées susceptibles de permettre l'élaboration d'une loi électorale consensuelle.

M. Berry a par ailleurs affirmé qu'«il n'y a pas de progrès au niveau des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement». Dans ce contexte, il s'est déclaré surpris «comment certains membres du 14-Mars se présentent comme des centristes et réclament une part au sein du cabinet en cette qualité». Il a également souligné que «certains hauts responsables, qui prennent des positions hostiles à une partie bien déterminée, se positionnent comme centristes et demandent une part ministérielle sur cette base». Poursuivant sa campagne contre les «centristes», M. Berry a déclaré: «Est-il possible que ceux qui se présentent comme centristes réclament dans un gouvernement de 24 membres une part supérieure à celle qu'ils avaient dans un cabinet de 30 membres? Quelle est leur méthode de calcul? Accepteraient-ils que j'adhère au club des centristes? Je ne sais pas s'ils me considèrent comme centriste, moi qui maintient les ponts avec toutes les parties».

Les familles des otages en Syrie infatigables

Les familles otages libanais, enlevés depuis bientôt un an en Syrie, ont organisé mercredi un sit-in devant les locaux de la Turkish Airlines au centre-ville de Beyrouth. Les proches des pèlerins s'engagent à poursuivre leur mouvement, devenu quotidien, jusqu'à la libération des leurs. Parallèlement, la réunion que les familles étaient supposées tenir avec le ministre démissionnaire des Affaires étrangères Adnane Mansour a été ajournée pour le deuxième jour consécutif. Mardi, cette rencontre a été reportée à aujourd'hui, «à la demande des familles». «Nous avons souhaité attendre que la liste des noms envoyée par les ravisseurs aux autorités libanaises soit plus précise», a expliqué Adham Zogheib, le fils d'un des otages. Les ravisseurs de neuf otages ont affirmé mercredi dernier qu'une médiation turco-qatarie était en cours pour leur libération en échange de détenues dans les prisons syriennes. Apparus samedi pour la première fois depuis des mois sur une vidéo, les otages ont appuyé la demande de leurs ravisseurs de libérer les détenues syriennes en échange de leur libération. Le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Marwan Charbel, a affirmé qu'il s'agissait d'«une initiative positive» des ravisseurs. Le directeur de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, devrait se rendre incessamment à Damas pour discuter du sort des prisonnières.

An Nahar

Samir Mansour, journaliste libanais proche du 14-Mars

Rien de neuf au niveau de la formation du cabinet. C'est vrai que les démarches et les contacts se poursuivent et ne se sont pas arrêtés, mais ils font du surplace. Le nœud reste ce que l'on appelle le «tiers de garantie» ou de «blocage» pour lequel le 8-mars insiste, notamment le Hezbollah et le Courant patriotique libre. Mais le Premier ministre désigné, Tammam Salam, refuse d'accorder un tiers de blocage aussi bien pour le 8-Mars que pour le 14-Mars. Fort de la confiance qu'il a obtenue à travers l'unanimité qui a marqué sa désignation par les députés, il a répondu à cette demande en affirmant que lui-même était la «garantie». La réponse à sa réponse a été: «Nous avons confiance dans ce que vous dites mais nous avons des craintes et des appréhensions». S'il est attaché au tiers, qui constitue un obstacle à la formation du gouvernement, le 8-Mars se dit toutefois prêt à discuter de «tous les autres sujets».

De son côté, le 14-Mars garde le silence, laissant au Premier ministre désigné la liberté de former le gouvernement.

Commentant la lenteur des contacts en cours, des milieux qui suivent la formation du gouvernement affirment que «certaines parties ne semblent pas pressées.» Ces sources soulignent dans ce cadre que M. Salam «ne laissera pas les délais ouverts indéfiniment», sans pour autant dévoiler les cartes et les intentions du Premier ministre désigné. Même si ces milieux précisent que le fait que M. Salam se récuse n'est pas la seule possibilité, car il a «d'autres options.» S'agit-il de l'annonce d'un gouvernement du fait accompli? En dépit des écueils et des échéances, le Premier ministre veut rester optimiste quant à la possibilité de débloquer la situation et de ne pas donner une image sombre.

Al Akhbar

Amal Khalil, journaliste libanaise indépendante

Les mandats des muftis de la Békaa, Khalil al-Mays, et de Saïda, Salim Sousan, se sont achevés et le mufti de la République, Mohammad Rachid Kabbani, a refusé de les renouveler, dans le cadre du conflit qui mine depuis plusieurs mois le Conseil supérieur chérié de Dar el-Fatwa.

Si le cas du mufti al-Mays ne pose pas problème, celui du mufti Sousan est plus problématique en raison de la tension qui règne dans cette ville, où les élections du conseil chérié convoquées par Kabbani n'ont pas eu lieu en raison du boycott de la plupart des électeurs, sous l'influence de Bahia Hariri et de Fouad Siniora. Cheikh Kabbani a informé les deux muftis de sa décision, le renouvellement des mandats relevant des prérogatives exclusives du mufti de la République. Le mufti Kabbani a basé sa décision sur la position des cheikhs al-Mays et Sousan qui n'ont pas soutenu son appel à tenir les élections d'un nouveau Conseil supérieur chérié. Ces dernières ont eu lieu le 14 avril, malgré l'avis publié par le Conseil d'État qui avait appelé à la suspension du scrutin.

Selon des sources proches du mufti de Saïda, ce dernier rejette la décision de cheikh Kabbani et va poursuivre son travail habituel.

Mardi, les membres du Conseil supérieur chérié ont tenu une réunion extraordinaire présidée par le vice-président du Conseil, l'ancien ministre Omar Meskaoui. Ils ont estimé que les élections convoquées par le mufti Kabbani sont «invalides», assurant que les muftis de toutes les régions libanaises resteront à leurs postes jusqu'à la tenue de nouvelles élections.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

“L'agression israélienne

contre la Syrie est déclaration de guerre car elle intervient après 40 ans d'armistice. Que fait l'Onu pour faire cesser les violations israéliennes de l'espace aérien libanais. On dit que cent milliards de dollars ont déjà été versés aux rebelles syriens. Que l'on nous donne 1% de cette somme pour aider les réfugiés. Cela fera quand même un milliard de dollars (...) Nous exigeons une représentation équitable pour toutes les communautés au Liban, car une représentation non équitable constitue une agression contre la communauté visée. En présentant le projet orthodoxe, notre bloc n'a voulu attaquer personne, mais simplement améliorer la représentation des chrétiens, ceux-ci étant menacés de marginalisation et de mainmise sur leurs droits.

Alain Marsaud, député UMP des Français de l'étranger

“Je n'ai jamais eu comme

intention de favoriser le maintien du système Assad. Mais qu'elle cohérence aurait une politique française qui soutiendrait à Damas les islamistes qu'elle combat à Tombouctou. Lever l'embargo sur les armes à destination de l'opposition en Syrie reviendrait à armer une rébellion dont on méconnaît la couleur. C'est prendre le risque de tomber de Charybde en Scylla. Je suis partisan d'une solution politique, mais j'espère plus de résultats de la diplomatie russe que d'une quelconque action de la France. Celle-ci, par sa prise de position contre le régime de Bachar el-Assad, a perdu l'opportunité de jouer son rôle d'arbitre. Les soupçons sur l'utilisation d'armes chimiques, d'un côté comme de l'autre, ne fait qu'ajouter à la complexité de la situation. La situation de la France en Syrie reste inextricable. Je n'ai pas de solution miracle.

Le célèbre scientifique britannique Stephen Hawking boycotte Israël

Le célèbre scientifique britannique Stephen Hawking a refusé de participer à une conférence en Israël et a rallié un mouvement de boycott universitaire dénonçant l'occupation des territoires palestiniens, indique l'université de Cambridge, mercredi. Le scientifique, spécialiste de la cosmologie dont les travaux sur les trous noirs lui ont valu une reconnaissance internationale, devait s'exprimer en juin lors d'une prestigieuse réunion à laquelle plusieurs centaines de personnalités doivent participer. Son nom a été discrètement retiré cette semaine de la liste des participants, une décision favorablement accueillie par les organisations pro-palestiniennes qui souhaitent isoler Israël sur la scène internationale. «Il s'agit de sa décision indépendante de respecter le boycott, suivant sa connaissance de la Palestine et les conseils unanimes de ses contacts universitaires sur place», indique la Commission britannique pour les universités de Palestine sur son site. L'université de Cambridge, qui emploie Stephen Hawking, a confirmé que la communication avait obtenu l'approbation du scientifique. Le chercheur ne s'est pas exprimé personnellement sur cette question, non plus que les organisateurs de la conférence placée sous la direction du président israélien Shimon Peres. Plusieurs personnalités du monde des arts et des spectacles ont également refusé de se produire en Israël au cours des dernières années souhaitant exprimer leur soutien à la cause palestinienne (Reuters).

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche du 14-Mars

Tout au long de la journée de dimanche, la région était au bord d'un embrasement généralisé, suite au quadruple bombardement israélien de la Syrie. Il a fallu des contacts intensifs et précipités entre Moscou, Washington, New York, Damas, Le Caire et Jérusalem pour que l'escalade qui semblait inévitable soit plus ou moins contrôlée. Si nul ne peut encore dire de quoi l'avenir sera fait, on peut, en tout cas, comprendre un peu mieux ce qui s'est réellement passé.

En dépit des armes, de l'argent et des hommes envoyés en Syrie pour combattre aux côtés de l'opposition, celle-ci était en train de perdre du terrain face aux forces du régime. Ce dernier avait en effet réussi à reprendre le contrôle de la route reliant Lattaquié à Damas via Homs, qui est en quelque sorte l'épine dorsale du pays. Des rapports de centres de recherche commençaient à parler d'un effondrement de l'opposition dans six mois, si rien n'est fait pour l'aider. Une délégation arabe conduite par le Premier ministre du Qatar accompagné du secrétaire général de la Ligue arabe s'est donc rendue aux États-Unis pour demander une intervention directe américaine dans le conflit en Syrie. Mais le président américain Barak Obama, selon des experts, n'a pas été convaincu de la nécessité pour son pays d'intervenir directement. Il a donc clairement exprimé son refus tout en étudiant la possibilité d'envoyer des armes plus efficaces à l'opposition. C'est à ce moment, ajoutent-ils, qu'Israël est intervenu, proposant ses services aux Américains.

Les avions israéliens, qui ont pris soin de ne pas entrer dans l'espace aérien syrien, préférant, violer une fois de plus la souveraineté libanaise, ont ainsi bombardé aux alentours de minuit, dans la nuit de samedi à dimanche, quatre positions syriennes stratégiques autour de Damas: la colline de Qassioun, où, dit-on, sont installées des positions russes et qui fait face au palais présidentiel, le siège de la garde présidentielle, des dépôts d'armes et de munitions et enfin le centre de recherche de Gemraya, le tout dans le secteur de Ghouta qui commande l'entrée de Damas.

Deux heures plus tard, les combattants de l'opposition, ajoutent ces sources, ont mené une quarantaine d'attaques sur plusieurs axes dans la même région, dans le but de prendre d'assaut la capitale, croyant pouvoir profiter de la confusion régnant dans les rangs de l'armée après les bombardements israéliens. Les alliés libanais du régime syrien affirment à cet égard qu'il y a eu bel et bien une coordination entre l'opposition syrienne et les Israéliens et ils en donnent pour preuve l'interview accordée par un des porte-parole de l'opposition Hassan Rastouni à la télévision israélienne dimanche, dans laquelle ce dernier exprime sa joie des bombardements israéliens ajoutant, toujours selon les alliés de Damas, qu'ils interviennent à un moment où l'opposition était proche du désespoir. Lundi, l'opposition s'est empressée de désavouer Hassan Rastouni, mais selon les alliés libanais du régime syrien, ce désaveu est un peu tardif. En principe donc, le plan était parfait. Mais les problèmes ont commencé lorsqu'il est apparu que l'armée syrienne était bien préparée et avait déplacé discrètement une grande partie de ses forces et de ses munitions. Elle a donc réussi, toujours selon les alliés libanais du régime, à repousser les attaquants, tout en poursuivant son avancée dans la région de Qoussayr et en parvenant à étouffer toute tentative de soulèvement sunnite à Bayda près de Baniyas. En même temps, «les amis de la Syrie» évoqués par le secrétaire général du Hezbollah dans son dernier discours ont volé à son secours. L'Iran a donné le ton en multipliant les menaces à l'égard d'Israël, maintenant une sorte de flou pour être encore plus inquiétant, en se contentant de dire que «la résistance répondra». Le commandement syrien s'est aussitôt réuni pour annoncer sa volonté de riposter. Le ministre des AE Walid Moallem a contacté son homologue russe Sergueï Lavrov, lequel a contacté son homologue américain John Kerry. Au fur et à mesure que les menaces se précisaient, les médias israéliens ont commencé à changer de ton. Citant d'anciens responsables militaires, ils ont commencé par rappeler que le Hezbollah dispose de quelques 60000 missiles avant de préciser que 40% des abris sont utilisables en Israël (...).

Il est ainsi clair que « le coup de pouce » israélien à l'opposition, concerté ou non, s'est retourné contre lui et qu'il a fallu une intervention américaine et russe directe pour stopper l'escalade.